

Gam A. Shimray

Avec environ 4 millions de personnes et comprenant plus de 45 différentes tribus, les Nagas forment un peuple autochtone transnational habitant les parties du nord-est de l'Inde et du nord-ouest de la Birmanie. Les Nagas ont été divisés entre les deux pays suite au retrait de l'Empire Britannique et lors de la définition des frontières de l'Inde en 1947. *Nagalim* est le nom inventé pour désigner la patrie Naga transcendant les frontières actuelles des États. Il exprime l'identité politique et les aspirations des Nagas en tant que Nation.

La lutte du peuple Naga pour le droit à l'autodétermination remonte au transfert du pouvoir colonial de la Grande-Bretagne à l'Inde. Le conflit armé entre l'État indien et les forces d'opposition armées des Nagas a commencé au début des années 1950 et il est l'une des plus longues luttes armées en Asie. En 1997, le gouvernement indien et le plus grand des groupes armés, le National Conseil socialiste du Nagaland Isaac-Muivah faction (NSCN-IM), ont convenu d'un cessez-le-feu et, depuis lors, ont eu des accords de paix réguliers. Principalement en raison de la tactique indienne du diviser pour mieux régner, le mouvement armé a été divisé en plusieurs factions s'affrontant les unes contre les autres. En 2010, un processus de réconciliation a commencé entre les principales factions armées, le NSCN-IM, le gouvernement de la République populaire de Nagaland / Conseil national socialiste du Nagaland (GPrn / NSCN) et le Conseil National Naga (NNC).

2014 n'a pas vu beaucoup de progrès dans les efforts visant à trouver un règlement permanent aux problèmes politiques indo-Naga. Les pourparlers entre le Gouvernement de l'Inde (GoI) et le NSCN-IM ont fait profil bas et ne prennent pas une place centrale dans les discussions publiques. Le processus de réconciliation facilité par le Forum pour la Réconciliation Naga (FNR) propose un pas en avant en signant l'"Accord de carême" parmi les groupes armés, mais elle reste confrontée au défi de traduire les accords dans la réalité. En outre, l'espoir d'un arrangement politique alternatif pour les Nagas du Manipur pris le chemin des coulisses avec le renversement du gouvernement central dirigé par le parti du Congrès.

## **1 : Les pourparlers de paix et le processus de réconciliation**

Le *Bharatiya Janata Party* a conduit l'Alliance nationale démocratique (NDA) a prêter serment lors de ses prises de fonction en mai 2014. Suite à cela, le gouvernement a nommé un nouvel interlocuteur, RN Ravi, président du *Joint Intelligence Committee* pour les pourparlers de paix Indo-Naga. Le gouvernement NDA est resté silencieux sur la question des pourparlers de paix jusqu'à ce que Kiren Rijiju, homme d'État, s'adressa aux journalistes en marge de la 6e Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques qui eu lieu le 29 Juin à Bangkok, en Thaïlande. Il annonçait aux journalistes que le processus de paix dans le Nord-est sera progressivement mis en place par le nouveau gouvernement et il nota que les pourparlers de paix seront orientés vers l'action.<sup>1</sup> Cependant, sans explication, il fit une remarque catégorique que cela prendra plus de temps pour intégrer et trouver des solutions avec le Conseil national-socialiste du Nagaland et le Front de libération de l'Assam Unies (ULFA). Cette remarque a laissé passer des flots de scepticisme parmi les lecteurs de nouvelles de la région. Les journaux

ont informé le public des quelques tours de négociations officielles entre le gouvernement et le NSCN-IM sans rien préciser sur les résultats concrets. C'est dans ce contexte que l'unité Naga du Congrès a exprimé le 2 Décembre sa déception sur le silence du Premier ministre Narendra Modi sur le processus de paix Naga au cours de sa visite de deux jours dans l'Etat.

## **2 : La demande pour un arrangement alternatif pour les Nagas à Manipur**

Les Nagas du sud du Nagalim, menés par le Conseil Naga Uni (UNC), ont exigé depuis 2010 un arrangement politique alternatif et provisoire pour les Nagas de l'État du Manipur. Selon l'UNC, lors de la 7e conférence tripartite tenue le 6 février 2014, il a été convenu que le gouvernement allait mettre en place un comité pour traduire la demande d'un autre agencement dans une politique réelle. Ce comité n'a pas été constitué avant l'élection générale nationale qui eu lieu en avril-mai, et le nouveau gouvernement NDA dirigée par le BJP n'a montré aucun intérêt pour instituer ce comité ou pour faire avancer ce dossier.

La situation des droits de l'Homme dans le sud du Nagalim n'a pas été améliorée en 2014. M. Ngalangzar Malue, un membre du Conseil du district autonome d'Ukhrul a été tué par un tireur non identifié le 12 Juillet à environ 22 kms du chef lieu du district d'Ukhrul. Le gouvernement a envoyé des centaines de Commando de Police du Manipur (MPC) et des bataillons de la réserve indienne (CISR) dans le chef lieu du district d'Ukhrul qui arrêtaient huit cadres du NSCN-IM. En outre, le gouvernement a imposé la Section 144 du Code de procédure pénale (S.144 Code de procédure pénale), qui interdit la libre circulation et le rassemblement de plus de cinq personnes. La loi est destinée à fournir une issue en cas de situation d'urgence, lorsqu'il existe une en cas de grande violence, ou en cas de crainte d'une perturbation grave de la tranquillité publique. L'imposition du Code de procédure pénale S.144 a suspendu la liberté de mouvement et d'association du public pour près de deux mois causant un dommage à la vie sociale, économique et à la santé mentale des personnes dans et autour du chef lieu du District d'Ukhrul. Cette action inexplicquée de l'Etat a été condamnée par plusieurs organisations nationales et internationales des droits de l'Homme et le public outré protesta pendant plusieurs semaines. Le 30 Août, deux jeunes hommes, M. Mayopam Ramror et Ramkashing Vashi ont été tués quand les MPC et la CISR commandos indistinctement ont ouvert le feu sur des manifestants pacifiques.

---

1 <http://www.dnaindia.com/india/report-northeast-peace-process-will-develop-gradually-undernew-government-minister-of-state-kiren-rijiju-1998487>

2 United Naga Council: Statement on Alternative Arrangement dated Tahamzam, 01.08.2014.

**Gam A. Shimray.** Il est membre du Mouvement Naga peuples pour les droits de l'homme et occupe actuellement le poste de directeur du Savoir et des peuples autochtones (IKAP) basé a Chang Mai, Thaïlande

Source : IWGIA, Indigenous World 2015  
Traduction pour le GITPA par **Emilie Cremin**  
Membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie